

La revue des parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

N°456/OCTOBRE 2024



Evaluations À quoi servent-elles ?

Revue bimestrielle / ISSN : 0998-9153 / 2,28€



NOS ACTIONS

Pour une convention
citoyenne sur l'éducation

ÉDUCATION

Le scandale des jeunes
non affectés

Assurance scolaire

De la maternelle aux études supérieures

Qui accompagne ses élèves de A à Z ?



LA MAE EST TOUJOURS
À VOS CÔTÉS POUR
ASSURER VOTRE MISSION
AVEC SÉRÉNITÉ!

AVEC L'ASSURANCE SCOLAIRE MAE, VOS ÉLÈVES SONT PROTÉGÉS PLUTÔT DEUX FOIS QU'UNE !

Les enfants sont couverts pour les dommages qu'ils peuvent causer (**responsabilité civile**), mais aussi pour les dommages corporels dont ils peuvent être victimes ou s'ils se blessent seuls (**garantie individuelle accident**). En cas d'accident, c'est aussi une sécurité pour les enseignants dont la responsabilité peut parfois être engagée si des élèves ne sont pas bien assurés.

Adhésion sur mae.fr

Recommandée par la



Pour toute information, contactez la MAE au 02 32 83 60 00

SOMMAIRE

5 Instantanés
10 Nos coups de cœur

13

Dossier

Évaluations

À quoi servent-elles ?

21

En pratique

ORIENTATION • Préserver et sécuriser le réseau routier

SANTÉ • Alimentation. Encourager les parents sans les culpabiliser

PSYCHO • Adolescence. Pourquoi partagent-ils des nues ?

ÉDUCATION • Voie pro. Le scandale des jeunes non affectés

26

Décryptage

Connaissez-vous les cités éducatives ?

28

Regards croisés

PHILIPPE ALDRIN/
ÉLISABETH ALLAIN-MORENO

L'école publique victime des coups de com ?

30

Initiative

Famille sort les jeunes parents de l'isolement

32

Nos actions

34

Portrait

Monique Pinçon-Charlot

édito

La baisse démographique est une opportunité !

“ Ils sont sonnés ! Comme dans un combat de boxe... À la rentrée 2025, 4000 postes d'enseignants seront supprimés. Le crochet de trop pour les personnels de l'Éducation nationale : le Premier ministre Michel Barnier met « l'école publique à genoux ». Et les collectivités, qui ont la charge du bâti scolaire et le financement de projets pédagogiques, verront aussi bientôt leurs dotations amputées. Serons-nous les témoins silencieux de cette casse organisée de nos services publics ? Évidemment non ! La FCPE a écrit aux députés et sénateurs afin qu'ils se prononcent contre ce budget de la rigueur. Car la baisse démographique – qui est l'argument avancé pour réduire les moyens (97 000 élèves en moins) – est une opportunité ! Une chance inouïe de baisser les effectifs par classe, d'en finir avec le non-remplacement des professeurs qui privent nos enfants des heures de cours auxquelles ils ont droit, de prendre soin des plus fragiles, et de réussir le défi de l'école inclusive. Si le gouvernement campe sur ses positions, il trouvera les parents prêts à combattre maintenant et toujours !



ABDELKRIM MESBAHI
Président de la FCPE

Revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) IO8, avenue Ledru-Rollin, 75544 Paris Cedex 12 • Tél. : 01 43 57 16 16 • www.fcpe.asso.fr • fcpe@fcpe.asso.fr

RÉDACTION

Directeur de la publication et de la rédaction : Abdelkrim Mesbahi
• Responsable de la revue : Laurence Guillermou • Rédactrice en chef : Alexandra Defresne •

Conception graphique :

CITIZENPRESS

Rédactrices : Michèle Foin, Émilie Gilmer, Anne-Flore Hervé, Marianne Peyri.

• Infographie : David Lory •

Dessin p.34 : Bénédicte Govaert

• Crédits photos : iStock.

PUBLICITÉ

Mistral Média, 22 rue Lafayette 75009 Paris • Tél. : 01 40 02 99 00 • mistralmedia.fr • Directeur général : Luc Leherécy.

IMPRESSION

Direct impression • 26 bis Boulevard de Beaubourg - 32, ZA Paris Est 77184 Émerainville.

Conformément à la loi n° 78 17 du 6 janvier 1978 informatique et libertés, chaque adhérent, abonné, assuré, dispose du droit d'information, de rectification et d'accès auprès de la FCPE.

Restons connectés !



Rendez-vous sur le site fcpe.asso.fr pour s'abonner gratuitement à la Revue des Parents.

Suivez-nous sur



[fcpe_nationale](https://www.fcpe.nationale.fr)



[fcpe.nationale](https://www.fcpe.nationale.fr)



[fcpenationale](https://www.fcpe.nationale.fr)

Des questions ? Écrivez-nous



fcpe@fcpe.asso.fr

Pages spéciales départementales : 45.





Pour une Convention citoyenne sur l'éducation

SIGNEZ
ET PARTAGEZ
NOTRE PÉTITION



~ le mouvement

Instantanés

Une sélection d'infos pour vous accompagner

RAPPORT

Inclusion scolaire : où en est-on ?

Le système scolaire français s'est-il transformé afin de répondre à l'objectif d'inclusion scolaire ? La réponse est oui ! Puisqu'entre 2006 et 2022, les effectifs d'élèves en situation de handicap en milieu scolaire ont triplé, marquant sur le plan quantitatif la réussite de la loi du 11 février 2005. Peut-il être considéré comme efficient et performant ? La réponse est « réservée ». Voici le bilan en demi-teinte qu'a dressé la Cour des comptes dans son rapport publié le 16 septembre. En effet, la mise en œuvre de cette politique publique reste « fragile », et « de nombreux élèves en situation de handicap connaissent des parcours discontinus, qui sont source de sentiments de mal-être et d'incertitudes sur leur avenir », concluent les magistrats.



ÉCOUTE

SANTÉ MENTALE

Lancée en décembre 2023 par le ministère de l'Enseignement supérieur, [la Cnaé](#) (0 800 737 800) est une ligne d'écoute gratuite et confidentielle qui permet d'accompagner les étudiants en situation de mal-être, de violence ou de discrimination. L'association En avant toutes réceptionne environ 200 appels par mois.



DÉBAT

Pour une convention citoyenne sur l'éducation

A lors que la rentrée a commencé sans ministre de l'Éducation nationale, la FCPE a demandé, dès le 6 septembre, au président de la République, Emmanuel Macron, d'initier, « de toute urgence, une Convention citoyenne sur l'éducation, à l'image de celles organisées sur le climat ou la fin de vie » via une pétition lancée sur la plateforme Le Mouvement. « Ce projet de convention citoyenne, nous y réfléchissons depuis un an déjà, explique Grégoire Ensel, vice-président de la FCPE. C'est une idée que nous avons portée devant le Conseil économique social et environnemental (CESE), qui dans son avis "Réussite à l'École, réussite de l'École" paru en juin dernier insiste sur la nécessité d'engager au plus vite une réflexion collective et participative sur le sujet ».

Un système qui montre ses limites

La FCPE, qui « réclame une concertation d'ampleur afin que soit redessinée une ambition collective pour l'école de la République », est déjà soutenue dans sa démarche par plus de 9000 citoyens. Ainsi, Sophie, mère de deux enfants sco-

larisés, partage son sentiment : « Nos enfants sont l'avenir, mais l'école ne leur donne pas toutes les clés pour réussir dans un monde en perpétuelle évolution. Une convention citoyenne permettrait d'ouvrir le débat et d'imaginer des solutions nouvelles ». Marc, enseignant en lycée, soutient également la démarche : « Nous avons besoin d'un véritable espace de réflexion où toutes les voix sont entendues, pour faire évoluer un système qui montre ses limites. » Des milliers de signatures en quelques jours qui montrent qu'une dynamique s'enclenche. D'autres voix se sont d'ailleurs déjà élevées pour dire la pertinence d'une telle convention : celle du député Jean-Claude Raux, le pédagogue Philippe Meirieu, Philippe Watrelot, mais aussi de nombreuses organisations syndicales... En avril dernier, Emmanuel Macron avait profité d'un échange avec le CESE pour annoncer à la presse le lancement « d'ici la fin de l'année » d'une troisième convention citoyenne dont le thème restait encore à définir. C'est le moment, non ?



EN SAVOIR PLUS :
Signez et partagez notre pétition.



On en parle !

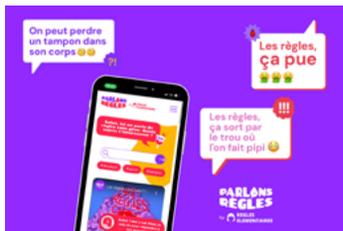
1.

BREVET 2025

Dans un communiqué du 17 septembre 2024, la FCPE s'est dit satisfaite que le ministère ait renoncé à modifier les règles d'obtention du diplôme national du brevet 2025 comme le prévoyait la réforme du Choc des savoirs, les textes officiels n'ayant pas été publiés à temps.

2.

PARLONS RÈGLES



8 filles sur 10 ont leurs règles avant 13 ans. Parmi elles, la plupart ne recevront d'informations sur le sujet qu'en classe de 4^e, c'est-à-dire trop tard ! À l'occasion de la journée internationale pour les droits des filles le 11 octobre, l'association Règles Élémentaires a donc lancé sa plateforme en ligne dédiée à l'éducation menstruelle : parlonsregles.fr. Objectif ? Dissiper les angoisses liées à la méconnaissance.

3.

4000

4000 postes en moins à la rentrée 2025 ! Une véritable saignée pour l'école publique annoncée par le gouvernement qui a présenté son projet de loi de finances. La FCPE a interpellé députés et sénateurs pour qu'ils votent en faveur d'un budget à la hauteur des besoins.



Webinaire

Ados et fake news : aider son enfant à décrypter l'information

WEBINAIRE

INFOS OU INTOX ?

À la fois fenêtre sur le monde et caisse de résonance des rumeurs les plus dangereuses, Internet a profondément bouleversé notre rapport à l'information. Dans cet univers en constante mutation, les enfants ont plus que jamais besoin des adultes pour les guider ! En partenariat avec le Centre pour l'éducation aux médias et à l'information, la FCPE propose donc le 28 novembre prochain à 18h un webinaire gratuit et accessible à tous les

parents sur l'éducation aux médias. Pas question d'être alarmiste ! Il s'agit avant tout de donner envie de comprendre les pratiques informationnelles des adolescents. Puis, d'être capable de leur expliquer le fonctionnement des algorithmes, le rôle des influenceurs, les risques de l'intelligence artificielle, l'intérêt du fact checking... Bref, soyez au rendez-vous, le programme est dense !



16

OUVRAGES

ont été sélectionnés par l'Académie Goncourt. Deux d'entre eux ne seront pas étudiés par les élèves, puisque deux auteurs, Gaël Faye et Carole Martinez, ont déjà été récipiendaires du prix décerné par les lycéens.

PRIX

Faire découvrir aux lycéens la littérature contemporaine

Créé en 1988, le **Prix Goncourt des lycéens** permet chaque année, à près de 2 000 élèves – environ une cinquantaine de classes – de lire les romans figurant dans la sélection de l'Académie Goncourt. Accompagnés par leurs professeurs, ils ont ainsi l'opportunité d'échanger entre eux et de débattre avec les auteurs en lice. Après *Triste tigre* de Neige Sinno l'an dernier, le roman de *Rebecca Lighieri* fait cette année l'objet d'attaques ciblées de quelques parents très organisés. Une inacceptable pression pédagogique, estime la FCPE, pour qui ce prix encourage l'étude d'œuvres littéraires contemporaines qui participent à l'éveil de l'esprit critique. Une démarche éducative essentielle à soutenir sans réserve.



EN SAVOIR PLUS :

Internet L'édition 2024 présentée sur le site du [ministère](http://ministere) de l'Éducation nationale.

T'AS TES RÈGLES, ET ALORS ?



POUR UNE DISTRIBUTION GRATUITE DES PROTECTIONS HYGIÉNIQUES DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES.

fape



HARCÈLEMENT

IL EXISTE DES SOLUTIONS !

24% des enfants de 6 à 18 ans ont été confrontés à du harcèlement (insultes, moqueries, bousculades...). Des situations vécues en milieu scolaire (80%) et dans le cadre d'une activité extra-scolaire (17%), selon [le dernier baromètre de l'association e-Enfance](#). À l'occasion de la [Journée nationale contre le harcèlement à l'école](#) le 7 novembre, la FCPE diffusera un numéro spécial de la Revue des parents consacré à ce thème. Douze pages de conseils concrets pour repérer, donner l'alerte et activer les bons leviers pour y mettre fin.

[Abonnez-vous gratuitement pour le recevoir !](#)

L'effet JO : des retombées de courte durée ?

Lancé en février 2020 par le comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, le programme des « 30 minutes d'activité physique quotidienne » (APQ) avait pour objectif de lutter contre la sédentarité chez les enfants. Sans une action rapide, un enfant sur deux pourrait être en surpoids d'ici dix ans.

Initialement proposé aux écoles volontaires, il a été étendu à toutes les écoles primaires à la rentrée 2022. Deux ans plus tard, la commission de la culture, de

l'éducation, de la communication et du sport du Sénat a décidé d'évaluer la mise en œuvre de ce dispositif à travers le territoire et a rendu son verdict le 25 septembre. Un rapport préoccupant, car contrairement aux déclarations officielles, seuls 42% des écoles appliquent l'APQ pour la majorité de leurs élèves, un chiffre bien en deçà des 90% annoncés par le président de la République.

Associer les parents

Pour que cette initiative ne soit pas considérée comme un gadget des JOP2024, les sénateurs formulent plusieurs propositions : mieux accompagner les enseignants par le partage des bonnes pratiques, impliquer davantage les communes et les associations sportives agréées, qui jusqu'à présent ont été peu concertées et associer les parents aux objectifs de dépense physique fixés par l'Organisation mondiale de la santé.

Enfin, la commission rappelle que les programmes du primaire prévoient trois heures hebdomadaires d'EPS, un objectif qui est actuellement loin d'être atteint dans de nombreuses écoles.



EN SAVOIR PLUS :

[Internet](#) Consulter [le rapport](#).

CANTINES

Le chocolat, ça tâche ?

Exiger du cacao équitable dans les cantines de votre ville en interpellant en quelques clics l' élu concerné, c'est désormais possible grâce à la plateforme lancée en septembre par Max Havelaar France, association à but non lucratif qui œuvre pour un commerce plus juste et équitable. Alors que la France s'est engagée dans une stratégie nationale visant à promouvoir le cacao durable, produit dans le respect de normes environnementales et sociales, celui utilisé dans les cantines n'est pas certifié durable. Ce qui signifie qu'il est potentiellement source de déforestation, produit par des enfants, et à l'origine de l'extrême pauvreté dans laquelle vivent les cacaoculteurs. Un défi de plus pour les représentants de parents FCPE !



2043

ENFANTS

dorment dans la rue chaque soir, selon [le baromètre](#) « Enfants à la rue » publié par la FAS et Unicef France.

ENFANTS SANS TOIT

Une proposition de résolution déposée à l'Assemblée nationale

Le 29 août, dans les locaux de la FCPE, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), l'Unicef, ainsi que le Collectif des associations unies et la Fédération des conseils de parents d'élèves ont dénoncé le nombre inédit d'enfants sans toit à la veille de la rentrée scolaire, et appelé le futur gouvernement à agir, en renforçant l'hébergement d'urgence. Puis, le 15 octobre, les organisations ont indiqué dans une tribune commune qu'une proposition de résolution a été déposée à l'Assemblée nationale, exigeant une loi de programmation pluriannuelle pour le logement social. Dans de trop nombreuses villes de France, des écoles se transforment la nuit en refuge pour les familles sans domicile.



EN SAVOIR PLUS :

[Internet](#) Lire [la tribune](#).

Agir pour la prévention à l'école avec la MAE

Numéro 1 de l'assurance scolaire et acteur de référence au service de l'éducation, la MAE propose gratuitement des outils pédagogiques et des actions de prévention dans les classes, et contribue ainsi à mieux protéger les élèves. Une expertise unique, reconnue et agréée par le ministère de l'Éducation nationale.

- ACCIDENTS DE LA VIE COURANTE ET GESTES DE PREMIERS SECOURS
- SENSIBILISATION AUX ÉCRANS
- VIOLENCE ENTRE PAIRS
- SÉCURITÉ SUR LES CHEMINS DE L'ÉCOLE
- ÉDUCATION À LA SANTÉ

Retrouvez nos contenus
prévention ENSEIGNANTS sur

mae.fr



L'expertise de la MAE au service de la prévention

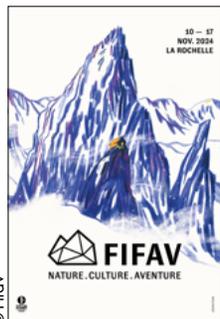
AP PREV 07-24 - Fédération MAE SOLIDARITÉ, association à but non lucratif régie par la loi de 1901, sise 14 rue Moncey - 75009 Paris - Crédit photo : MAE

AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE


MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Nos coups de cœur

Expos sympas, films à voir, bouquins à lire, sites à visiter...
des idées **pour toute la famille** !



© Fifav

FILMS

UNE NATURE GRANDIOSE

La 21^e édition du Festival international du film et du livre d'aventure de La Rochelle (FIFAV) aura lieu du 10 au 17 novembre 2024, et propose une nouvelle fois de faire plaisir aux petits moussaillons, avec différents ateliers de pratique artistique, une lecture dessinée avec Timothée de Fombelle et François Place autour du roman *Alma*, et des projections de films à voir en famille.

Internet fifav-larochelle.com

SALON

40^e édition

Rendez-vous incontournable de la fin d'année, le Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis fêtera sa 40^e édition, sous le signe du "Rêve général" du 27 novembre au 2 décembre prochain. Comme chaque année, les Pépites seront l'occasion de révéler de nouveaux talents.

Internet slpj.fr



© Pavillon de Bercy

FESTIVAL

ÉMERVEILLEMENT GARANTI

À l'occasion du 14^e Festival du Merveilleux, le Musée des Arts Forains célèbrera le Joyeux Bercy du 27 décembre 2024 au 5 janvier 2025. Une invitation à plonger dans l'atmosphère festive des guinguettes d'antan et dans le passé du plus grand marché de vins et spiritueux du monde que fut le village de Bercy. Musiciens, danseurs, marionnettistes, acrobates, et même un hypnotiseur, feront rêver le public.



Internet arts-forains.com

PODCASTS

100% zéro écran

Depuis le mois de mai, Radio France a inauguré une newsletter mensuelle, dont chaque numéro permet de découvrir 10 podcasts jeunesse différents, spécialement sélectionnés par l'équipe éditoriale de la plateforme, et ainsi offrir à tous les enfants un loisir de qualité, 100% sans écran et 100% service public. Depuis septembre 2024, la publication est passée à un rythme bimensuel. Abonnez-vous !

Internet radiofrance.com



© MNHN - J.-C. Domenech

MUSÉE

SILEX AND THE CITY

« Silex and the city », c'est une bande dessinée, un film et une exposition à découvrir au Musée de l'Homme à Paris jusqu'au 29 décembre. Sur une surface de 200 m², l'exposition vous invite à entrer dans la bulle du dessinateur Jul : un monde où l'art du dessin se lie étroitement à la science. Un regard rempli d'humour sur la Préhistoire.

Internet museedelhomme.fr

Les mondes imaginaires

EXPO

À travers une sélection de plus de 50 sculptures d'artistes, l'Espace Monte-Cristo, à Paris, nous plonge dans une dimension à la fois narrative et poétique à l'occasion de son exposition "Les Mondes imaginaires". La ville, la forêt, la plage... Qu'elles soient intimes ou politiques, les œuvres présentées créent un paysage insolite qui évoque

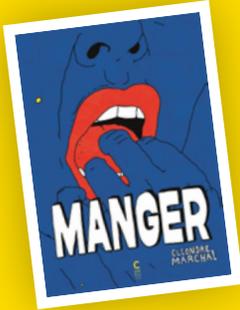
les espoirs et les craintes de notre monde en devenir. Alternant tendresse et malice, l'exposition vous invite à retrouver votre regard d'enfant pour mieux questionner notre époque à travers nos contes, jeux et rêves, dans l'espoir d'imaginer un futur possible. Jusqu'au 15 décembre 2024.

Internet Entrée libre. fondationvilladatris.fr



© Franck Couvreur

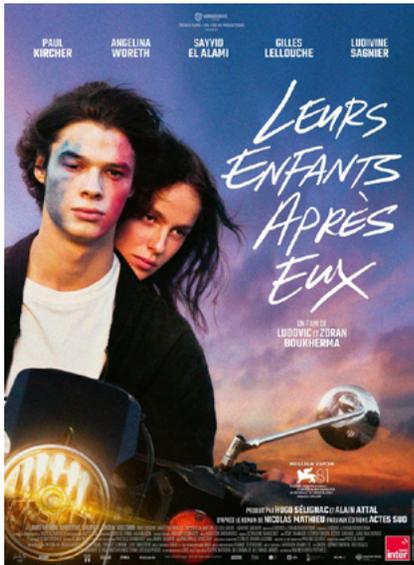
NOUVEAU



Manger

Miss ne se trouve pas assez mince pour être jolie et heureuse. À mesure que le temps passe, elle s'abîme peu à peu dans le dédale des troubles du comportement alimentaire : anorexie, boulimie, orthorexie... Cette première bande dessinée d'Éléonore Marchal aborde un sujet difficile de façon très originale. Poignant.

Ed. Cambourakis, 24 €.

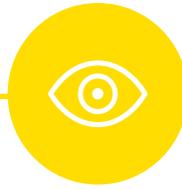


CINÉMA

LEURS ENFANTS APRÈS EUX

Adaptation du roman de l'écrivain Nicolas Mathieu, le film, tant attendu, réalisé par les frères Boukherma sort bientôt en salles. Les spectateurs découvriront une vallée perdue quelque part dans l'Est, en août 1992. Autour du lac, des ados de 14 ans tuent l'ennui. La réalisation réussira-t-elle à retranscrire l'ambiance si réussie du livre ? D'ores et déjà, tous les regards sont tournés vers les trois jeunes acteurs du long métrage : Angelina Woreth, Paul Kircher, le fils de Romain Duris dans *Le Règne animal*, et Sayyid El Alami, qui incarne Hacine.

À l'affiche le 4 décembre 2024. Durée : 2h16.



#OUTREMER

@ Petit Péyi magazine

Voici trois coups de cœur pour mettre à l'honneur les 12 territoires ultramarins, qui couvrent près de 120 000 km² de la surface terrestre, et où vivent 2,8 millions d'habitants.

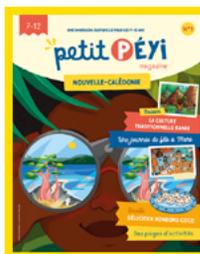


BANDE DESSINÉE

RACINES

« Je suis née à La Réunion de parents créoles, j'ai la peau blanche, mais la chevelure crépue. Comme beaucoup de femmes africaines et métisses, j'ai grandi avec l'obsession d'avoir les cheveux lisses. » Lou Lubie s'est inspirée de son histoire pour inventer le personnage de Rose, et signe une BD riche et touchante, qui parle de sexisme, de racisme, d'héritage et d'acceptation de soi !

De Lou Lubie, Éd. Delcourt, 25,50 €.



MAGAZINE

PETIT PÉYI

Faire vivre aux enfants de 7-12 ans une immersion culturelle au cœur des territoires d'Outre-mer, c'est l'ambition du magazine *Petit Péyi*, imaginé par la Guadeloupéenne Tessa Desfontaines et la Calédonienne Clara Desmottes. Pour chaque numéro, elles collaborent avec des élèves en classe élémentaire de chaque territoire. Le premier, paru en juin, nous embarque à la découverte de la culture Kanak. Le deuxième sera consacré à la Guadeloupe. Une initiative très chouette !

monarchipelculturel.com



© France TV

TÉLÉ

OUTREMER GOURMAND

Une recette, des saveurs, des rencontres : Brice Laurent Dubois, chef et animateur, invite chaque semaine une personnalité emblématique de France Télévisions à découvrir la cuisine des Outre-mer. Des reportages tournés dans les territoires, de Saint-Pierre-et-Miquelon à Mayotte, de La Réunion à la Polynésie, prolongent et enrichissent le voyage culinaire et gustatif.

Diffusé chaque samedi sur France 3 et également disponible en replay sur France.tv et Lalere.fr.

Séjours
éducatifs

la LIGUE de l'enseignement



La classe de découvertes, l'expérience collective qui profite à chacun.e

Partir en classe de découvertes, c'est l'occasion, pour votre enfant, d'**apprendre**, de **grandir** et de **partager**, de changer d'air et de renforcer les liens au sein du "groupe classe".

Les **classes de découvertes** proposées par la Ligue de l'enseignement sont un prolongement de l'**apprentissage** qui leur est dispensé par leurs enseignants. Cette "école ailleurs" leur permet de rapprocher les **savoirs théoriques et pratiques** en lien avec leur parcours scolaire, mais aussi de **s'ouvrir** au monde et de développer le "**faire ensemble**".

Forte de ses **70 ans d'expérience**, ses **1,5 million d'adhérents** et ses **235 000 élèves** accueillis chaque année, la Ligue de l'enseignement est un partenaire reconnu des autorités éducatives.

Elle accompagne les enseignants dans toutes les étapes nécessaires à la création et au bon déroulement des classes de découvertes pour s'assurer de la **qualité** du moment **pédagogique** que va vivre l'élève.

Plus d'informations sur nos nombreuses destinations en France et à l'étranger :

www.sejours-educatifs.org



3 BONNES RAISONS

DE LIRE CE DOSSIER !

1. Décrypter l'enjeu ministériel
2. Prendre connaissance du point de vue des enseignants
3. Interroger cette pratique qui stresse nos enfants

Évaluations À quoi servent-elles ?

Les évaluations nationales se sont généralisées à la rentrée, le ministère estimant qu'il est l'indicateur pertinent pour mesurer la réussite des élèves. D'autres y voient surtout la confirmation d'une course à l'évaluation, favorisant toujours davantage **le tri et la compétition entre élèves**, au détriment des apprentissages. Enquête.

Texte :
ÉMILIE GILMER



Le système s'emballe

Il n'y a désormais plus une année sans que nos enfants soient évalués. Avec la pression de « travailler pour être digne de ses parents, pour conserver leur affection et susciter leur fierté », selon le sociologue Pierre Merle. Alors que les évaluations nationales instaurées en 2018 ne concernaient que les CP, les CE1 et les 6^e, elles s'étendent désormais à tous les niveaux de l'élémentaire, mais aussi au collège en classe de 4^e (voire en 5^e et en 3^e pour les établissements volontaires) et au lycée en classe de seconde et première année de CAP¹. « Le système scolaire français a toujours beaucoup évalué ses élèves, note Sophie Genelot, maître de conférences en sciences de l'éducation. Mais il y a dans ces évaluations-là une ambiguïté majeure : elles sont censées aider les professeurs à mieux identifier les besoins de leurs élèves et à ajuster leur pédagogie, mais on apprend qu'elles servent dans le même temps au pilotage du système. » En effet, le ministère n'en fait pas secret : les résultats de chaque établissement sont comparés à ceux du département, de l'académie et du pays... « Quand ils sont "mauvais", cela se traduit par des injonctions faites aux professeurs quant à leur manière d'enseigner, indique l'experte. Mais pourquoi comparer ? Les établissements de REP ou REP+ obtiennent forcément des résultats plus faibles, on le sait, cela ne veut pas dire que les professeurs ont démerité... »

Perte de temps et source de stress

En attendant, la communauté éducative est sur le qui-vive. « Les enseignants savent qu'ils vont être jugés sur ces évaluations et certains en arrivent même à faire faire du bachotage à leurs élèves », se désole Guislaine David, co-secrétaire générale et porte-parole de la FSU-SNUipp, qui juge le dispositif à la fois « chronophage, inutile et coûteux ». « Les trois premières semaines de l'année scolaire sont centrées sur ces évaluations alors que ce temps-là pourrait être consacré à d'autres activités bien plus utiles, les enseignants n'ayant pas besoin de ces tests pour identifier les besoins de leurs élèves. »

Un stress qui se diffuse aussi, selon les syndicats, auprès des enfants. « On voit des CP qui, venant à peine de quitter la grande section, ne sont pas encore adaptés au travail sur table avec un cahier et se retrouvent perdus dans le cadre de la page... », confie la responsable syndicale. D'autant plus que ces évaluations standardisées réclament des conditions de passation



« Chez des élèves très jeunes, habitués à travailler en groupe et auxquels on fait soudainement passer un examen, il y a forcément un stress qui monte. »

SOPHIE GENELOT, MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION

relativement drastiques. « On demande aux professeurs de donner peu d'informations aux élèves, parfois de les chronométrer et en même temps, on leur dit de ne pas dramatiser, observe Sophie Genelot. Mais chez des élèves très jeunes, habitués à travailler en groupe et auxquels on fait soudainement passer un examen, il y a forcément un stress qui monte. »

55%

C'EST LA PROPORTION d'enseignants français déclarant être stressés par le fait d'être tenus responsables de la réussite de leurs élèves. La moyenne de l'échantillon des pays de l'OCDE est de 44 %, avec de grandes disparités : 81 % au Portugal, contre 23 % en Finlande et 26 % en Corée.

(Source : Talis 2018).

« On ne réfléchit plus qu'avec des chiffres... »

Outre la méthode, c'est aussi le fond que les syndicats contestent. « Ces tests ne concernent que les mathématiques et le français, et on n'évalue que certains éléments du programme, souligne Guislaine David. Par ailleurs, on ne tient absolument pas compte du fait que les rythmes d'apprentissage varient d'un enfant à l'autre. Par exemple, en lecture, on sait très bien que certains élèves sauront lire en septembre, tandis que d'autres liront en décembre ou en février, et ce n'est pas grave dans la mesure où la compétence est acquise à la fin du CE1. »

Les tests comprennent également un exercice qui évalue la fluence, c'est-à-dire la vitesse de lecture. « Les enseignants expliquent bien que certains élèves lisent très vite mais ne comprennent rien à ce qu'ils lisent quand d'autres lisent plus lentement parce qu'ils font un effort de compréhension. Notre sentiment est que l'on ne réfléchit plus sur le système éducatif qu'avec des indicateurs chiffrés, on ne tient plus compte de l'humain, du réel », estime la professionnelle, qui pour

« On ne réfléchit plus sur le système éducatif qu'avec des indicateurs chiffrés, on ne tient plus compte de l'humain. »

—
GUISLAINE DAVID, PORTE-PAROLE DE LA FSU-SNUIPP

suit : « Le problème, c'est que les résultats obtenus visent là encore à standardiser les pratiques des enseignants, avec une conséquence très claire : la réduction de la liberté pédagogique. »

Une pratique ancrée dans le quotidien

Dans leur grande majorité pourtant, les enseignants ne sont pas opposés aux évaluations et reconnaissent que des tests nationaux pourraient représenter un intérêt, à condition qu'ils soient conçus de manière concertée et qu'ils poursuivent un seul et même objectif : les aider à faire progresser les élèves... « Ce que l'on souhaiterait, c'est que lorsqu'une évaluation permet d'identifier une faiblesse dans tel ou tel établissement de REP ou REP+, l'Éducation nationale décide d'y allouer des moyens supplémentaires, en renforçant par exemple l'intervention du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased), suggère Guislaine David. Cela contribuerait à réduire les inégalités plutôt que de stigmatiser le travail des professeurs... »

Les enseignants le rappellent en outre : l'évaluation fait partie de leur quotidien, notamment dans les classes de primaire où ils accompagnent leurs élèves en permanence... Ce sont d'ailleurs les évaluations faites en classe qui, selon les chercheurs, devraient être au centre des préoccupations. Comment ? « En formant davantage les enseignants sur cette question,

suggère Sophie Genelot. Car lorsqu'elle est maîtrisée, la pratique évaluative est un des outils pédagogiques les plus efficaces ! »

Encourager les évaluations informelles...

Le sujet a d'ailleurs fait l'objet d'une conférence de consensus proposée par le Cnesco² en novembre 2022, sous le titre : « L'évaluation en classe, au service de l'apprentissage des élèves ». L'occasion de rappeler que l'évaluation formelle (celle qui dit son nom ; "contrôle", "devoir surveillé", "interrogation") demeure très coûteuse en termes de stress pour les élèves et n'est qu'une option parmi d'autres... « Une évaluation n'a pas pour seule vocation de valider des acquis, rappelle Sophie Genelot. Elle sert d'abord et avant tout à prendre des informations sur le niveau des élèves par rapport aux objectifs visés afin d'adapter son enseignement, d'ajuster son cours pour mieux accompagner les progrès. Or, il existe un grand nombre de situations, dites « informelles », dans lesquelles le professeur peut récolter des informations sur les apprentissages de ses élèves : lors d'une tâche de correction, par exemple, ou lorsqu'il circule entre les tables pour observer ses élèves en train de travailler. » Des pratiques évaluatives qui devraient être, selon les conclusions du Cnesco, davantage conscientisées et encouragées...

(1) On parle ici de « tests de positionnement en français et en mathématiques ».

(2) Le Centre national d'étude des systèmes scolaires.



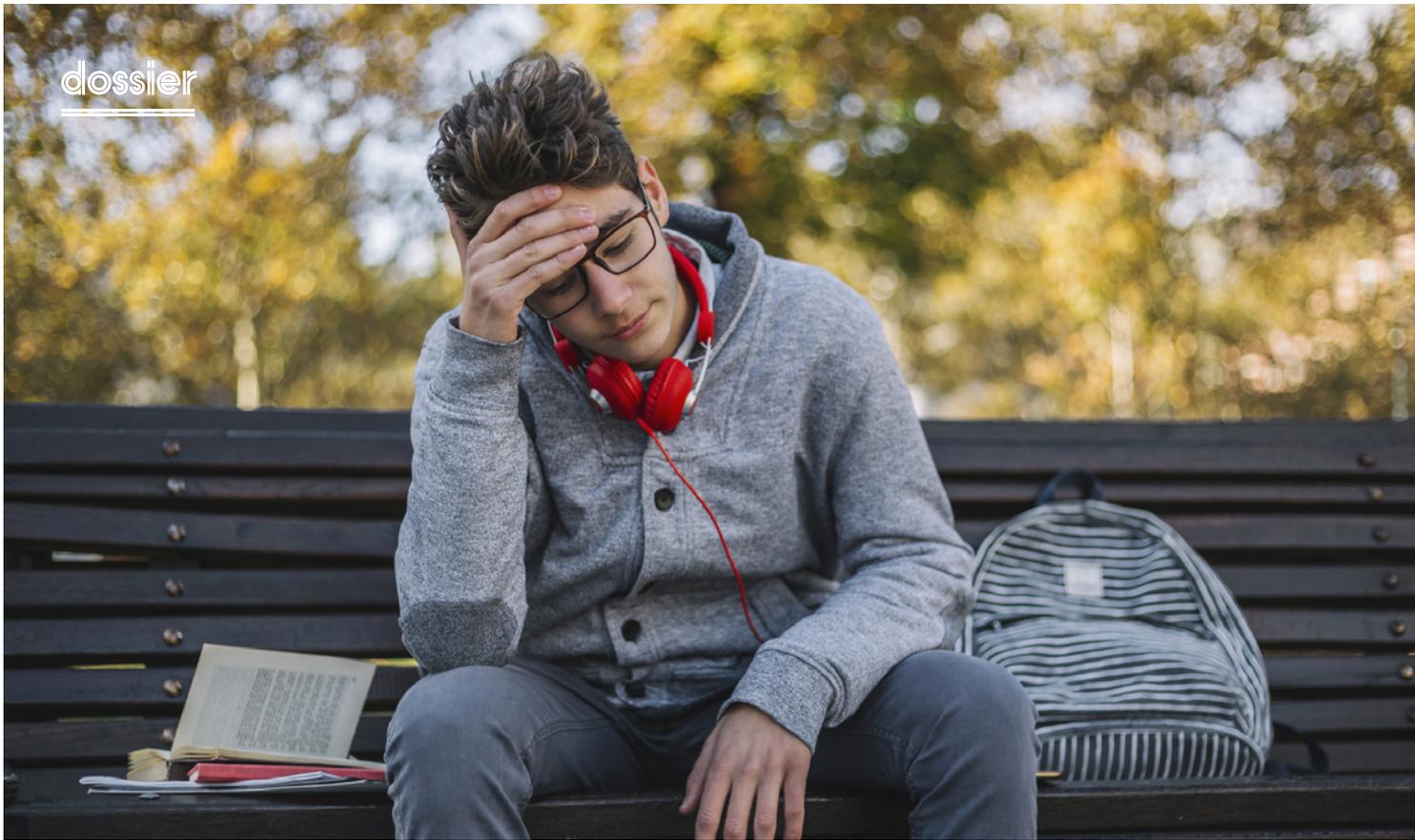
Parmi les recommandations du Cnesco, on peut citer l'idée de changer le type d'informations transmises aux parents : donner de la visibilité aux temps forts de la vie de classe et de la vie de l'école, qui constituent autant de preuves du développement de compétences transversales, plutôt que de communiquer seulement des résultats finaux.

L'AVIS DE LA FCPE

UN INTÉRÊT PEU LISIBLE...

La FCPE a toujours interrogé l'intérêt des évaluations nationales depuis leur mise en place, estimant que cette mission est celle des enseignants, seuls à même de construire les outils capables d'évaluer, puis de répondre aux besoins de leurs élèves. Elle dénonce également l'hypocrisie de cette pratique, car à quoi bon faire subir cette pression supplémentaire aux élèves, si le ministère ne prévoit pas ensuite les moyens financiers et humains supplémentaires pour les accompagner et les aider dans leurs apprentissages ? La cohérence avec le budget de

l'Éducation nationale proposé depuis plusieurs années n'est pas limpide... Enfin, si 8 parents sur 10 (79 %) affirment que c'est à travers l'évaluation qu'ils savent ce que leur enfant apprend à l'école (enquête Cnesco-Crédoc 2022), la FCPE l'explique par le fait que la notation reste le seul indicateur proposé. Le défi de l'école est de créer de nouvelles formes de coéducation : des rencontres plus fréquentes, et pas uniquement en cas de difficultés scolaires ; des temps d'échanges sur des préoccupations communes (sommeil, écrans) ; des activités conjointes...



Sur le terrain ...

“La note est devenue un objet de fascination”

Julien Cueille est professeur agrégé de philosophie en lycée, en Occitanie, depuis trente ans. Dans un ouvrage intitulé “Je comprends rien”. Pourquoi les ados résistent-ils aux apprentissages ? (éd. Érès), il évoque une « dictature de l'évaluation » qui abîme la relation pédagogique.

“ **Q**uand j'intègre une note sur Pronote, je reçois dans la minute qui suit une réaction de certains élèves, soit pour demander une explication, soit pour contester », raconte Julien Cueille. Lui qui enseigne la philo depuis trente ans a vu le phénomène monter en puissance ces dernières années : « Les élèves ont une vraie addiction à ce logiciel. Pour eux, c'est le réseau social numéro un, il devance même TikTok, car ils sont dessus du matin au soir. » Selon le professeur, Pronote accompagne (et alimente) une tendance très forte : l'importance de la note devenue centrale. « La note a pris la place de tout le reste ! C'est devenu un objet de fascination, un grigri, un truc magique, souligne-t-il. À tel point

que beaucoup d'élèves ne lisent même plus les commentaires et les appréciations des professeurs. Résultat, ils ne font même plus l'effort de comprendre leur erreur et d'analyser la manière dont ils pourraient s'y prendre, la prochaine fois, pour s'améliorer. Ils poursuivent avec la même stratégie. La note, finalement, est vécue comme une fatalité. »

« On est tous évalués en permanence »

Le phénomène a pris de l'ampleur avec l'instauration du contrôle continu (via la réforme du bac de 2019) et de Parcoursup, mais il déborde largement du cadre scolaire. « Les trois analystes Alain Abelhauser, Roland Gori et Marie-Jean Sauret avaient étudié ce phénomène dès 2011 et à tous les niveaux de la société, dans leur ouvrage *La folie évaluation*¹, remarque Julien



« Les élèves ont une vraie addiction à Pronote. Pour eux, c'est le réseau social numéro un, il devance même TikTok, car ils sont dessus du matin au soir. La note a pris la place de tout le reste ! C'est devenu un objet de fascination, un grigri, un truc magique. »

— JULIEN CUEILLE, ENSEIGNANT

Cueille. On est tous évalués en permanence, que ce soit dans les activités de la vie courante, pour des choses aussi anodines que des déplacements en Blablacar, comme dans la plupart des activités professionnelles où l'on doit rendre des comptes en permanence. » Un mouvement généralisé donc, dans lequel l'école s'inscrit, non sans dégâts sur ses missions... « L'évaluation est nécessaire, personne ne le conteste, mais l'excès d'évaluation pose des questions fondamentales, indique le professeur. Les anglo-saxons ont une expression qui dit « teaching to the test » (enseigner pour l'évaluation). Elle illustre bien notre problématique : aujourd'hui, on ne sait plus si on évalue pour enseigner (ce qui devrait être notre préoccupation) ou si on enseigne pour évaluer... »

Un phénomène qui aggrave la santé mentale

Mais si le professeur tire la sonnette d'alarme, c'est aussi et surtout parce qu'il constate les dégâts de cette dérive sur les élèves eux-mêmes. « On observe chaque jour une montée du stress chez nos lycéens qui se traduit par de l'anxiété, un phénomène d'insomnie et un recours aux médicaments qui est très inquiétant, dit-il. Pour écrire mon ouvrage, j'ai interviewé plus d'une cinquantaine de collègues et la quasi-totalité le constate. » D'autant plus que ce stress est contre-productif en termes d'apprentissage. « Il amène certains élèves à s'éloigner de l'école, indique Julien Cueille. Car contrairement à ce que l'on pourrait penser, des évaluations nombreuses et fréquentes ne motivent pas les élèves. Au contraire, elles génèrent une

peur qui a plutôt tendance à les démotiver. »

Sans prôner de recette miracle, le professeur de philosophie appelle à une prise de conscience. « On veut tellement faire vite, automatiser, que l'on transforme le lycée en une sorte d'usine géante, où l'on produit de l'évaluation sans qu'il n'y ait plus de sens, dit-il. La priorité, à mon avis, est de recentrer le métier sur l'acte d'apprendre. Il ne s'agit pas de rejeter les nouvelles technologies, bien sûr, mais nous avons à nous interroger sur la fascination que nous éprouvons envers ces outils – notamment avec la montée en puissance très rapide de l'intelligence artificielle (IA) – car leurs bénéfices pédagogiques sont loin d'être démontrés... »

(1) Éd. Mille et une nuits.



“Il faut redonner du pouvoir aux élèves sur leurs évaluations”

Isabelle Negro, professeure de psychologie du développement à l'Inspé de l'université Côte d'Azur a présidé le jury² de la conférence de consensus du Cnesco, « L'évaluation en classe, au service de l'apprentissage des élèves ».



Comment les élèves vivent-ils les évaluations ?

I.N. : Ce que l'on constate, notamment au collège et au lycée, c'est qu'il y a un enjeu très fort autour des évaluations, car les élèves savent que chaque note entre dans un bulletin et participe à leur orientation. De ce fait, ils ne considèrent pas l'évaluation comme un outil d'apprentissage mais bien comme un instrument de tri, de sélection, d'orientation. Ce phénomène s'est même accentué avec l'instauration du contrôle continu au lycée, car là encore, les élèves savent que leurs notes seront utilisées pour Parcoursup. Or, dans un système comme celui-là – où tout est vécu sur le mode réussite versus échec – on néglige les stratégies d'apprentissage : Comment ai-je obtenu ce résultat ? Que faire pour m'améliorer ? etc. C'est particulièrement délétère pour les élèves en difficulté, car ils ont tendance à décrocher estimant qu'ils n'ont pas de pouvoir sur leurs apprentissages ; seul le professeur sait et décide. Baisser les bras est alors un moyen de protection de l'estime de soi : « Je n'essaie pas, comme ça, je suis sûr de pas me mettre en échec... »

Que faire pour que l'évaluation soutienne davantage les apprentissages ?

Parmi les recommandations de la conférence de consensus, nous suggérons de donner davantage d'informations aux élèves quant à leur évaluation, par exemple en explicitant au préalable les critères de réussite. Cela permet aux élèves de s'y référer en cours de réalisation de la tâche, afin de savoir si les objectifs fixés ont été atteints ou non. Savoir les compétences qui vont être évaluées permet ainsi de savoir dans quelle direction les efforts doivent être portés. C'est une façon de redonner du pouvoir aux élèves sur leurs évaluations, en les rendant davantage acteurs. On sort ici du schéma où seul le professeur sait et décide et on évite les mauvaises interprétations

(« J'ai obtenu cette note parce que le prof ne m'aime pas », « Quoi je fasse, ça ne marche jamais... », etc.). Une autre recommandation issue de la conférence de consensus porte sur les feedbacks (ou retours d'informations) faits aux élèves après une évaluation ; ils sont d'une importance cruciale.

En quoi les feedback sont-ils importants ?

Il a été établi que la qualité du feedback est l'un des facteurs qui favorise le plus les apprentissages. Il est primordial qu'ils soient perçus comme utiles par les élèves. Pour cela, ce qui compte est d'orienter le feedback sur les tâches accomplies (et les critères de réussite de ces tâches) et non sur l'élève. Porter un jugement de valeur sur un élève, dire par exemple « Tu n'as pas assez travaillé, tu n'as pas fourni assez d'efforts », est contre-productif. Par ailleurs, comment peut-on savoir si l'élève n'a pas fourni assez d'efforts ? Peut-être en a-t-il fournis mais ne les a-t-il pas orientés dans la bonne direction... En revanche, produire un retour sur ses réponses et sur les stratégies qu'il a mises en œuvre peut l'aider, concrètement, à identifier les points à travailler et les moyens de s'améliorer.

(1) Institut national supérieur du professorat et de l'éducation.

(2) Le jury était constitué de 19 acteurs de terrain (enseignants, parents d'élèves, personnels de direction, conseillers pédagogiques, inspecteurs, etc.). Les recommandations sont à retrouver sur cnesco.fr/evaluation-en-classe/recommandations/



Deux pistes pour des évaluations plus efficaces

Encourager l'auto-évaluation

« Le meilleur moyen d'apprendre n'est pas de relire son cours, comme les élèves ont tendance à le penser, mais de s'auto-évaluer !, indique Isabelle Negro. C'est-à-dire se demander ce que l'on sait, car faire l'effort d'aller chercher dans sa mémoire ce dont on se souvient permet de réactiver ses connaissances, les réajuster et les consolider. » Plus largement, impliquer les élèves dans le processus évaluatif – en favorisant notamment les évaluations entre pairs au cours desquelles les élèves évaluent les travaux de leurs camarades – font partie des recommandations émises par le jury de la conférence de consensus.

Changer le statut de l'erreur

« L'erreur fait partie intégrante du processus d'apprentissage, remarque Sophie Genelot, maître de conférences en sciences de l'éducation.

C'est pourquoi il est crucial que les professeurs tiennent un discours positif sur l'erreur, en rappelant qu'elle est une chance, une opportunité pour progresser. Afin d'illustrer mon propos – et la manière dont on peut valoriser l'erreur dans nos pratiques – je montre souvent à mes étudiants (futurs enseignants) une vidéo relatant deux exemples de correction collective d'exercice. Dans la première, un enseignant appelle au tableau un élève qui a trouvé les bonnes réponses, ou si ce n'est pas le cas, les corrige, sans vérifier que tout le monde a compris. Dans la deuxième, l'enseignant appelle au tableau trois élèves, qui ont trouvé trois solutions différentes. Il leur demande à chacun d'expliquer la stratégie qui les a amenés à ce résultat. Dans ce deuxième exemple, les erreurs commises sont alors autant d'occasions pour l'ensemble de la classe de réfléchir et de cheminer vers la bonne stratégie et la bonne réponse. »

QUELS EFFETS LES NOTES ONT-ELLES SUR LES ÉLÈVES ?

« Des études de psychologie sociale ont montré les effets délétères des notes, notamment chez les élèves en difficulté. Par exemple, lorsqu'un élève se sent faible et qu'il sait qu'il va être noté, donc comparé aux autres, il réussit moins bien la tâche qu'on lui confie, remarque Sophie Genelot. Autrement dit, il est établi qu'une partie des pratiques évaluatives – et notamment les évaluations notées – contribuent à creuser encore plus les inégalités scolaires. »

FAUT-IL REMPLACER LES NOTES PAR D'AUTRES ÉCHELLES D'ÉVALUATION ?

Certains établissements ont proscrit les notes en classe de 6^e, les remplaçant par un code couleurs qui détermine le niveau d'acquisition des compétences. Une solution dont la portée semble faible, dans la mesure où une échelle d'évaluation demeure... « Il ne suffit pas de retirer les notes pour modifier en profondeur les pratiques évaluatives, rappelle Sophie Genelot. Toutefois, ce que l'on peut recommander aux établissements qui conservent les notes, c'est au moins de supprimer les moyennes ; la moyenne la plus haute, la moyenne la plus basse. Non seulement elles ne servent à rien mais elles invitent les élèves à toujours plus de comparaison, ce qui pénalise les élèves les plus fragiles. »



« Faire parler les copies des élèves » : c'est l'idée innovante de certains enseignants qui apposent un QR code sur la copie de leurs élèves pour partager leurs appréciations à l'oral et leur indiquer les points à améliorer.



1

Il • elle défend les droits de tous les enfants de l'école.

2



Il • elle recueille l'avis des parents pour porter leur voix en conseil d'école, en conseil de classe ou en conseil d'administration.

3

Il • elle sait qui contacter au bon moment pour les petits et grands problèmes qui surviennent à l'école.



LES 5 ACTIONS CLES DU PARENT DELEGUE

fape

4



Il • elle est soutenu • e dans ses initiatives par un réseau national et il • elle peut impulser pétitions, manifestations quand cela est nécessaire.

5

Il • elle organise la solidarité pour favoriser la gratuité de l'éducation.





Préserver et sécuriser le réseau routier

Dans son laboratoire de recherche, Virginie Darraïllan analyse des enrobés bitumeux pour les rendre sécurés, performants et durables. Un défi quotidien.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

Il y a des métiers faciles à expliquer et d'autres plus compliqués. Technicienne de laboratoire route appartient sans aucun doute à la seconde catégorie... ce qui n'empêche pas Virginie Darraïllan d'en parler avec enthousiasme. La professionnelle travaille depuis plus de vingt ans au Centre de recherche international de Vinci Construction dédié aux métiers de la route, situé à Mérignac, près de Bordeaux. Avec patience et exemples, elle détaille sa profession qui, pour résumer « consiste à analyser les constituants d'une route, vérifier leur qualité et tester leur performance ».

Prenons l'exemple d'un péage pendant le chassé-croisé des vacances d'été. Le nombre de voitures et de camions susceptibles d'y stagner représente un poids considérable, ce qui nécessite un revêtement de chaussée adéquat. Les analyses, mais aussi les tests, qu'effectue Virginie sont essentiels pour aboutir à la formulation d'un enrobé

bitumeux capable d'absorber une telle charge.

« Je contrôle sa qualité et sa conformité à partir d'échantillons, mais j'étudie également sa durabilité tout en tenant compte des facteurs environnementaux », développe Virginie qui passe la majorité de son temps dans son laboratoire quand d'autres techniciens, affiliés à des laboratoires régionaux, prélèvent directement sur les chantiers. Les échantillons peuvent également provenir d'une usine ou d'une carrière. « La route est composée de plusieurs matériaux », rappelle-t-elle.

Un chantier, un défi

Virginie, elle, s'est spécialisée dans le bitume. « Pour chaque prélèvement reçu au laboratoire, nous abordons en équipe son contexte, puis nous décidons quels tests et analyses nous allons effectuer avant de les planifier. » Une fois les essais terminés, Virginie rédige un rapport avec un oeil critique dans lequel elle mentionne toutes les infor-

+

3 QUESTIONS À SE POSER

- 1. As-tu de l'appétence pour les sciences et les matériaux ?**
Parce qu'il s'implique dans des projets de chantier, le technicien laboratoire route s'intéresse aussi au domaine de la construction routière.
- 2. Aimes-tu travailler en équipe ?**
Même si un technicien route gère ses essais de manière autonome, le travail en laboratoire se planifie à plusieurs. Il est important également de respecter les délais pour le client.
- 3. Es-tu rigoureux et soigneux ?**
Au-delà de la partie sécurité et qualité inhérente au métier, il faut savoir entretenir les machines, les monter et les démonter, être capable de faire des maintenances et s'assurer qu'elles mesurent correctement, mais aussi d'évoluer avec elles en se formant.

En pratique

Alimentation

Encourager les parents sans les culpabiliser



Santé publique France lance une campagne d'information pour guider les parents des 4-11 ans.
 Explications d'Anne-Juliette Serry, responsable de l'unité alimentation et activité physique.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

Pourquoi une campagne de prévention sur l'alimentation des 4-11 ans ?

Les premières recommandations alimentaires ont été définies en 2001. Une révision prenant en compte les nouvelles données scientifiques a commencé en 2019, pour les adultes avant d'être déclinée pour les enfants : d'abord la diversification alimentaire des 0 et 3 ans, et maintenant l'alimentation des 4-11 ans. Au-delà de la mise à jour, la campagne est aussi une réponse à un constat : en France, les données de consommation des enfants sont assez éloignées des recommandations nutritionnelles. L'idée est d'encourager les parents à améliorer la qualité nutritionnelle des assiettes de leurs enfants sans les culpabiliser.

Comment développer les goûts des enfants ?

Le goût des enfants commence à se développer dès la diversification alimentaire, c'est-à-dire avant 4 ans. Malgré la phase de néophobie alimentaire qui peut apparaître entre 2 et

6 ans et qui consiste à rejeter les aliments nouveaux, il est important de continuer à proposer une alimentation variée à chaque repas sans se décourager. Un aliment détesté cru peut être apprécié cuit.

Comment répondre à leurs besoins nutritionnels ?

En quantité, les 4-6 ans ont besoin d'environ moitié moins que ce que consomment les adultes. Après les quantités augmentent progressivement, mais ils n'ont pas de besoins nutritionnels spécifiques et les recommandations valables pour les adultes le sont aussi pour les enfants, ce qui permet de faire le même repas pour tout le monde. Il y a néanmoins une petite exception concernant les laitages, les enfants ayant besoin de trois produits – contre deux pour les adultes – afin de couvrir leur besoin en calcium. Un autre point de vigilance concerne l'apport en sucre, notamment lors des goûters. Du pain avec un peu de chocolat et un fruit est préférable à un gâteau industriel emballé et une boisson sucrée.

LES BONNES PRATIQUES

- Prendre les repas avec les enfants et montrer l'exemple en se régalant d'une alimentation variée. Le plaisir est communicatif.
- Cuisiner avec les enfants le week-end pour anticiper la semaine. Les parents règlent le casse-tête des repas. Quant aux enfants, ils se familiarisent avec les aliments et n'ont plus envie de les rejeter.
- Servir des petites portions et, si l'enfant a encore faim, le resservir. Un enfant est capable de réguler son appétit. À l'inverse, il n'est pas recommandé de forcer un enfant à finir son assiette.
- Éteindre les écrans quand on mange, c'est le meilleur moyen de faire attention à ce que l'on a dans l'assiette.
- Espacer le goûter d'au moins deux heures du dîner.

Bien manger, ça prend du temps et ça coûte cher...

On ne peut pas le nier et c'est vrai que l'on recommande de cuisiner à partir de produits bruts pour éviter les plats transformés. Mais on peut trouver, dans chaque catégorie d'aliments, des produits abordables et de saison comme des pommes, des bananes, des carottes ou des poireaux, l'hiver. Les légumes et les légumes secs en conserve sont intéressants du point de vue nutritionnel, sans que ça ne coûte trop cher. Un plat de pâtes, c'est très bien aussi quand on n'a pas le temps.

Liens utiles

À télécharger

- [Le guide Manger-Bouger pour les parents d'enfants de 4 à 11 ans.](#)

À voir

- [Trois vidéos pédagogiques sur la chaîne YouTube de Santé publique France.](#)

À consulter

- [Des recettes sur le site \[manger.bouger.fr\]\(http://manger.bouger.fr\)](#)

En pratique



Adolescence

Pourquoi partagent-ils des nues ?

Pratique largement répandue, l'envoi de photos intimes à un tiers fait partie de la culture juvénile. Une mise en danger qu'il faut prévenir par le dialogue.

Texte : ALEXANDRA DEFRESNE

« **A**près son entrée en 6^e, Pearl a eu un premier amoureux. Parfois, elle bloquait la porte de sa chambre pour nous empêcher d'entrer, mais on ne s'est pas trop inquiété. En juin, quatre mois après les faits, une de ses copines m'a alertée, en m'écrivant "Ta fille a fait une bêtise". Pearl m'a avoué que ce garçon l'avait forcée à lui envoyer une quinzaine de photos d'elle, nue. Jusqu'au jour où il les a partagées avec tout le collège. Ma fille a dû changer d'établissement, car la conseillère principale d'éducation nous a dit que c'était sa faute. Pearl s'est mutilée, et aujourd'hui en 4^e, elle est toujours traumatisée. »

« Ce cas de *revenge porn* est tragique, reconnaît Jocelyn Lachance, socio-anthropologue de l'adolescence. Néanmoins, il faut rassurer les parents : la norme, ce n'est pas la rediffusion. De nombreuses photos à caractère intime ou sexuel sont produites par les jeunes,

pour eux-mêmes, par exemple au sein d'un couple. Elles ne sont pas destinées à être échangées. Mais tous les jeunes ne sont pas égaux dans des situations où quelqu'un les force à envoyer ce type de photos. »

Si faire un nude face à un miroir permet la matérialisation de ce que l'autre voit de soi, sa diffusion pour conquérir la considération ou l'attention de l'autre, risque de faire entrer l'adolescent dans une zone incontrôlable. Pour Anne-Charlotte Rossi, vice-présidente de la FCPE, « tous les milieux sociaux sont concernés face aux drames que nous constatons dans de nombreux établissements scolaires de l'école au lycée. Il nous semble essentiel de prévenir ce risque en ayant un dialogue avec son enfant. Il est important de le protéger en le sensibilisant aux dangers de la diffusion de ces images intimes, car la recherche d'amitié ou la découverte des sentiments amoureux ne valent pas un tel prix. »



AVIS D'EXPERT



JOCELYN LACHANCE,
socio-anthropologue¹

« Malgré la diversité des attitudes parentales, il y a deux postures opposées face aux risques du numérique : ceux qui vont contrôler, surveiller avec des outils techniques, et ceux qui choisissent de faire confiance. La dernière enquête de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique montre que le recours au dispositif de géolocalisation ou à des logiciels espions est une tendance qui augmente. Autre information intéressante, la dissonance de ressenti entre les parents et les adolescents. 52% des parents affirment discuter avec leurs enfants, alors que seulement 39% des jeunes estiment que le dialogue existe. Si les parents se cantonnent à un contrôle technique, le risque est de laisser tomber la parole des jeunes. C'est une tendance à laquelle on est tous confrontés. En acceptant les micro-signaux que leurs enfants leur envoient (un pouce ou un cœur par sms), ils abandonnent parfois le bon vieux rituel d'aveux, ce moment où l'ado rentre à la maison et où l'on fait un petit interrogatoire pour savoir où il était, comment la journée s'est passée. Les parents doivent faire un effort pour ne pas tomber dans ce piège, au risque de passer à côté d'un espace de parole hyper important. C'est encore plus vrai pour les nues. Il est tentant dans certaines familles de privilégier les dispositifs techniques pour éviter la discussion autour de la sexualité. »

(1) Chargé de recherche à l'ITS Pierre Bourdieu.



En savoir plus

Internet

- Le *revenge porn* : ce que dit la loi, sur le site de e-enfance.
- À voir : la série *Nudes*, réalisée par Andréa Bescond, Sylvie Verheyde, Lucie Borleteau.

En pratique



Voie pro : le scandale des jeunes non affectés

Comme chaque année, **des milliers de jeunes**, souhaitant poursuivre leur scolarité en lycée professionnel, n'avaient toujours pas d'affectation à la rentrée, faute de places.

Texte : MARIANNE PEYRI

Pour nombre de familles, l'été s'est écoulé sur fond d'angoisse et d'incertitude. Mon enfant aura-t-il une place dans un établissement, pourra-t-il faire la filière de son choix, où et dans quelles conditions ? À la rentrée 2024, 27 000 élèves étaient ainsi sans affectation et mi-septembre, la situation concernait encore plus de 13 800 jeunes. Parmi eux : des redoublants, des allophones, des jeunes en situation de handicap, des élèves de CM2, mais surtout, pour les deux-tiers, des jeunes, qui à la fin de la 3^e, ont postulé en voie professionnelle ou technologique.

« On comptait 9000 élèves en voie pro sans affectation à la rentrée, soit un chiffre en légère hausse », indique Séverine Brelot, co-secrétaire générale du syndicat de l'enseignement professionnel public Snuep-FSU. « Désormais plus visibles et connues, ces filières attirent davantage de candidats, notamment dans le tertiaire, mais les ouvertures de section ne suivent pas. La réforme du lycée professionnel engagée depuis deux ans réduit les moyens pour les lycées pros et ferme les filières dites non-insérantes, à hauteur

de 6 % des places par an, par exemple dans le secteur du commerce. »

Manque de places, manque de professeurs et de moyens, manque de volonté politique... et en face, les jeunes et les familles en paient les pots cassés. « Nous avons eu énormément d'appels de parents cet été. Trois semaines après la rentrée, il restait encore 300 élèves sans affectation en Seine-Saint-Denis. Fin septembre, se tenait le 5^e tour d'affectation. Une partie de la jeunesse est ainsi marginalisée », témoigne Isabelle Lacroix, co-présidente de la FCPE 93, département particulièrement touché par ces problèmes d'affectation, tout comme le reste de l'Île-de-France.

Beaucoup d'élèves n'ont ainsi pas pu accéder à leur premier choix, notamment en management de la gestion STMG et en pro commerce. « Le rectorat refuse d'ouvrir plus de places pour répondre aux désirs d'orientation des élèves et les oriente vers des filières plus en lien, selon eux, avec le marché du travail. Nous sommes face à une orientation subie, dont on sait qu'elle est vecteur d'échec scolaire. »



621 600
LE LYCÉE
PROFESSIONNEL
représente à lui
seul un tiers
des lycéens
en France, soit
621 600 élèves sur
2 233 400.
(Source : Depp)

En pratique



ILS ONT DIT

Sans solution, certains jeunes acceptent de revoir leurs vœux d'orientation, non sans dépit. Des adolescents souhaitant, par exemple, devenir boulanger-pâtissier se retrouvent en CAP électricien ou employé multi-services. On les envoie aussi dans un lycée proche de chez eux, mais dans une filière loin de leurs envies. « Cette orientation par défaut est énorme », constate la syndicaliste Séverine Brelot, qui, dans l'académie de Lyon, évalue à seulement 54 % le nombre d'élèves en voie pro ayant pu avoir leur premier choix d'affectation. « Or, la logique de répondre aux attentes du marché est une vue à court terme, facteur de décrochage scolaire. Les jeunes réussissent quand ils choisissent le métier qui les motive. On sait aussi que le plus important est d'amener tous ces jeunes à finaliser un premier diplôme, quitte à ce qu'ils changent de voie plus tard. »

À d'autres élèves, il a été aussi proposer de redoubler. « Une solution vécue par ces jeunes comme un échec ou source de mal-être, commente Isabelle Lacroix. D'autres sont aussi orientés en apprentissage, directement vers le monde du travail alors qu'ils n'ont que 16 ans, avec la difficulté de devoir trouver en extremis une entreprise qui les accepte ». À la rentrée, les jeunes qui restent sur le carreau, témoignent, eux, d'un sentiment de mise à l'écart, l'impression de ne pas avoir droit à l'erreur. « Ils restent seuls chez eux, à ne rien faire et on sent chez les parents la peur du décrochage, sans compter les conséquences de rater les premières semaines de cours », ajoute la représentante FCPE.

Le parcours du combattant des parents

Face à cette situation, les familles doivent se battre, appeler plusieurs fois la DIVEL, soit la division des élèves qui gère l'affectation des élèves en collège et lycée dans les académies, se renseigner eux-mêmes sur les filières, contacter ou visiter des établissements... « Des parents nous le disent, s'ils ne s'étaient pas autant investis, le jeune n'aurait pas eu de place », témoigne Isabelle Lacroix qui évoque aussi ceux qui se tournent vers la FCPE pour les épauler. « Nous avons, en effet, des contacts au rectorat, avec des chefs d'établissement, le directeur de cabinet. Nous pouvons faire le lien. Mais quid de tous ces familles qui n'osent pas ou ne savent pas comment faire ? ».

Certains ignorent par exemple qu'il faut absolument retourner dans le collège d'origine pour poser de nouveaux choix d'orientation, validés par le principal et ne pas seulement les formuler sur Affelnet. « Le lycée pro est la grande oubliée de l'Éducation nationale, avec peu de familles qui

“ La logique de répondre aux attentes du marché est une vue à court terme, facteur de décrochage scolaire. Les jeunes réussissent quand ils choisissent le métier qui les motive. ”

—
SÉVERINE BRELOT, co-secrétaire générale du syndicat de l'enseignement professionnel public Snuép-FSU

connaissent leurs droits, notamment la possibilité de faire appel si leur enfant n'a pas eu d'affectation ».

L'éducation, le droit à la formation jusqu'à 18 ans, est pourtant un droit fondamental que l'État a obligation de garantir, ne cesse de rappeler la [défenseuse des droits, Claire Hédon](#). Elle se bat, tout comme la FCPE et de nombreux syndicats. Le 10 octobre, lors du Conseil supérieur de l'éducation, les organisations ont ainsi adopté à l'unanimité, [un vœu](#) pour l'ouverture de places dans les filières technologiques et professionnelles en tension. Dans ce texte rédigé à l'initiative de la FCPE, elles dénoncent le fait que « ces jeunes subissent leur orientation au mépris des projets d'avenir qu'ils avaient pu former ». Elles réclament le respect du droit des lycéens à pouvoir redoubler dans leur établissement d'origine.

D'autres leviers pourraient être activés : mieux informer les élèves sur les filières lors de l'année de 3^e, une sélection personnalisée, des permanences physiques dans les rectorats pour les familles désemparées. « À la rentrée, on a vu des jeunes non affectés refusant de témoigner auprès des médias, ressentant honte et culpabilité alors qu'ils ont juste choisi une filière saturée. Ce n'est pas normal », conclut Isabelle Lacroix, qui regrette « une logique de réduction des coûts qui touche les élèves dans leur destin. »



69%

LA PROPORTION D'ÉLÈVES

entrant en cycle professionnel âgés de 15 ans et moins est passée d'environ 25% en 2005 à 69% en 2021. (Source : [Depp](#))

Pour aller plus loin

Ressources

- Tout ce qu'il faut savoir sur la réforme de 2023 sur le site [Eduscol](#).
- À lire : [l'article de la FCPE](#) sur la réforme de la voie professionnelle.

Décryptage

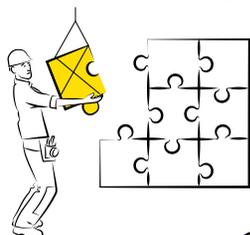
Connaissez-vous les cités éducatives ?

Conforter le rôle de l'école, promouvoir la continuité éducative, ouvrir le champ des possibles sont les trois grands objectifs.

Illustration : DAVID LORY

Création

Déployé depuis 2019, le dispositif doit être généralisé à l'horizon 2027 dans le cadre de Quartiers 2030.



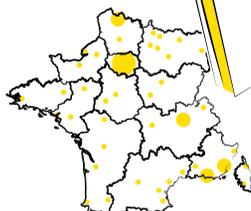
Pilotage

Ce label est attribué à des territoires dans le cadre d'un contrat liant les services déconcentrés de l'État (rectorat et préfecture) à une ou plusieurs collectivités territoriales.



Moyens financiers

247 M€ ont été débloqués par l'État sur la période 2019-2024.



● Placement des labels non exhaustif

Territoires concernés

On compte actuellement 208 cités éducatives. Elles touchent environ 42% des élèves scolarisés en éducation prioritaire. Au total, 3 165 écoles, 509 collèges et 422 lycées sont concernés.

Objectif

Il permet de financer, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), des actions scolaires, périscolaires et sociales à destination des jeunes, de la petite enfance jusqu'à l'âge de 25 ans.



L'AVIS DE LA FCPE

En juin 2023, à Marseille, à l'occasion d'une rencontre avec des parents, le chef de l'État a promis « l'excellence pédagogique » avec une cité éducative pour tous les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Un souhait qui semble assez éloigné de ce que vivent les acteurs concernés sur le terrain, si l'on en croit les rapports* d'évaluation qui ont été publiés après les premières années de l'expérimentation. Créées à l'origine pour lutter contre l'empilement des dispositifs éducatifs scolaires et périscolaires, les cités ont trop souvent du mal à faire émerger des projets ambitieux tant la mobilisa-

tion d'un écosystème d'acteurs – professionnels de l'éducation, parents, services de l'État, collectivités, travailleurs sociaux, associations – est compliquée. La question de la place des parents reste un enjeu encore relativement nébuleux. Malheureusement, ils sont le plus souvent perçus comme destinataires des actions, plutôt que comme des partenaires de première ligne. Le combat de la FCPE pour une coéducation efficiente a encore de beaux jours devant lui...

* Injep, mars 2024 ; Cnoe, ANCT, juillet 2021.

L'école n'aura plus de secret pour vous

Assistez à nos formations et webinaires depuis votre salon !



Consulter
notre catalogue
en ligne



FORMATION

Regards croisés

L'école publique victime des coups de com ?

Dès qu'un fait grave concerne l'école publique, les ministres **satulent l'espace médiatique.** Des effets de manche qui l'abiment à petit feu.

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN



PHILIPPE ALDRIN
Professeur des universités

Professeur des universités à Sciences Po Aix depuis 2012, ses recherches explorent les mutations contemporaines du lien démocratique.

“Ce qui est frappant, c'est le sentiment de disjonction croissante entre la réalité de l'école et la parole des gouvernants.”

PHILIPPE ALDRIN

Ces derniers mois, nous avons assisté aux coups de communication permanents des ministres de l'Éducation nationale. Est-ce un phénomène récent ?

Philippe Aldrin : Dans nos démocraties médiatiques, les professionnels de la politique sont dans une campagne électorale permanente, à défendre leur ligne politique. C'est une dynamique de fond qui épargne peu de secteurs et qui accompagne la conquête et l'exercice du pouvoir d'un travail continu et professionnalisé de communication. Elle y est à la fois massive et sophistiquée. Dès lors, chaque événement appelle une réaction du ministre en charge du dossier. Il est impossible de ne pas communiquer dans une société rythmée par les médias, les affaires, et les controverses. Les hommes et femmes politiques en jouent. Cela leur permet d'accaparer du temps médiatique, et donc du capital politique.

Élisabeth Allain-Moreno : Ce phénomène n'est pas nouveau, mais s'est amplifié. Cela s'explique par la visée électoraliste des ministres qui veulent répondre à un électorat dont l'idéologie portée sur l'école s'est durcie. Plus la jeunesse est en rupture avec les attentes de la société, plus cette dernière a tendance à réclamer autorité et fermeté. Ensuite, quand on parle d'évaluations annuelles, d'uniformes à l'école, cela ne vient pas aider les élèves en rupture. Parler de petits sujets permet d'éviter ceux qui fâchent : la mixité insuffisante, la profonde crise d'attractivité du métier... Grâce aux réseaux sociaux, les ministres communiquent plus rapidement et en direct avec les Français, sans passer par les représentants des parents d'élèves, ou par les syndicats. Il s'agit de phrases chocs, des slogans qui font le buzz. Une attitude irresponsable qui sabote la démocratie.

Comment pourraient faire les ministres pour calmer le jeu de l'actualité ?

P.A. : Ce qui est frappant, c'est le sentiment de disjonction croissante entre la réalité de l'école et la parole des gouvernants qui semblent parfois réinventer la roue. Chaque déclaration publique du ou de la ministre apparaît comme une aggravation de cette disjonction, avec l'imposition d'un logiciel entrepreneurial à l'école. Nous avons mené une étude auprès des professeurs des écoles. Ils ont le sentiment

d'une perte d'autonomie, alors qu'ils ont choisi cette profession pour sa liberté d'action. L'action politique sur leur cadre professionnel est vécue comme décalée, tout en produisant des transformations qui ne sont pas désirées.

E.-A.M. : Nos dirigeants pourraient incarner le respect du dialogue social et des corps intermédiaires et montrer aux citoyens la nécessité de respecter les canaux de communication. Ils pourraient prendre des mesures qui répondent vraiment aux besoins de l'école, et qui ne soient pas le fruit d'une idéologie politique et d'enjeux électoraux.

L'action politique peut-elle exister sans communication ?

P.A. : A-t-elle jamais existé sans ? Au début de la IIIe République, l'école était déjà placée au cœur. De grands ministres de l'Instruction publique multipliaient les déclarations publiques. L'école reste un dossier prioritaire pour l'État. On y prépare de futurs citoyens, de futurs cadres... C'est un des outils de pilotage de la politique économique et de la citoyenneté. Ce qui est paradoxal aujourd'hui, c'est de remettre l'école au sommet des priorités de l'État, tout en la confiant à une personne qui n'a ni le crédit auprès des professionnels du secteur, ni la surface politique pour négocier des budgets à Bercy !

E.-A.M. : Je pense qu'il peut y avoir les deux, dans le respect de la démocratie, si chaque ministre, dans l'intention d'améliorer le système éducatif, prenait attache avec les représentants des parents d'élèves et des personnels pour faire un état des lieux de la situation. Nous pourrions travailler ensemble les leviers à actionner, budgéter et planifier la mise en œuvre. Bien sûr, en cas d'urgence, on attend d'un ministre qu'il agisse très vite, mais il pourrait très bien mesurer la gravité de la situation et annoncer le besoin d'écouter les experts du terrain avant de prendre une décision. Mais cela demande du courage.

Les citoyens sont-ils dupes ?

P.A. : Les Français ne font confiance ni aux hommes politiques, ni aux médias. Ce qui pose un sérieux problème démocratique. La captation des fonctions politiques par un tout petit segment de la population entretient cette défiance, de même que le sentiment que les hommes et femmes politiques sont impuissants face aux marchés et à la mondialisation. Ce qui explique la montée de forces politiques extrêmes ayant un discours radical, violent, définitif. Le succès électoral et médiatique des populismes est un des produits de cette défiance.

E.-A.M. : Une partie, sans doute oui. On voit que certains utilisent les réseaux sociaux sans recul, et ce, à tout âge. Nous souffrons clairement d'un déficit d'éducation collective à leur utilisation. Ce n'est pas qu'un problème ministériel. Une autre partie de la population n'est pas dupe sur ce qu'un ministre peut



ÉLISABETH ALLAIN-MORENO
Secrétaire générale du SE-Unsa

Professeure des écoles, elle a été élue à la tête du syndicat en mai 2023. Elle dénonce le sacrifice de l'école publique que prévoit le projet de loi de finances 2025.

promettre comme solution magique. On voit bien que ces jeux d'annonces ont renforcé les partis extrêmes, qui surfent sur la division et l'exclusion, ce qui nous met tous en difficulté.

Quel danger cette déconnexion des réalités de l'école présente-t-elle pour l'école publique ? N'incite-t-elle pas les parents à opter pour le privé ?

P.A. : Oui, bien sûr. On l'a vu avec la séquence d'Amélie Oudéa-Castéra, qui a scolarisé ses enfants dans le privé, ou encore avec Gabriel Attal qui a suivi toute sa scolarité dans le privé. Ils véhiculent cette idée que le public est une école de second ordre, dans laquelle les élites ne scolarisent pas leurs enfants. C'est tout le paradoxe de placer l'école au sommet des priorités politiques, en n'empêchant pas la précarisation et la relégation de l'école publique.

E.-A.M. : En utilisant des slogans, on ment aux Français, car on y met ce que l'on veut. Ce ne sont pas les sujets de fond qui sont traités avec la communication rapide. On entend depuis des années que l'école reste une priorité. Mais de quelle école parle-t-on ? Si dans cette priorité figure le financement de l'école privée, alors oui, le gouvernement priorise l'école, mais celle qui trie et ne représente pas l'école de la République. Les politiques, à travers ce qu'ils disent de l'école, détruisent le service public de l'éducation, car ils ne le soutiennent pas, et n'en évoquent pas les réussites.

“
Les politiques,
à travers ce qu'ils
disent de l'école,
détruisent le service
public de l'éducation.”

ÉLISABETH ALLAIN-MORENO



EN SAVOIR PLUS

À lire [Le communiqué du SE-Unsa sur le budget 2025 pour l'école, suite au discours de politique général du Premier ministre.](#)



© Ceckilla

Famille sort les jeunes parents de l'isolement

Lancé en 2023 par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), ce programme redonne confiance aux jeunes parents délaissés par la société. Exemple sur l'île de la Réunion.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

« I ne faut plus nous laisser de côté. Je ne veux plus rester à la maison. » Cette phrase, prononcée par une maman réunionnaise et partagée par

ses pairs lors du bilan de Famille en juillet 2024, illustre le chemin parcouru en neuf mois. « Ça m'a touchée », reconnaît Mahefa Andrianaivo, coordinatrice pédagogique de l'association Amfar-EPE de l'île de La Réunion qui porte le dispositif (lire encadré).

Tout commence en septembre 2023 à Saint-Denis. Quinze jeunes mères ayant besoin d'un accompagnement pour renouer avec l'écrit, le calcul et le numérique se retrouvent dans les locaux de l'Amfar-EPE. La plupart ont été identifiées par la mission locale et toutes ont passé un test de positionnement. Sur leur visage, Mahefa perçoit de la timidité, de la honte, des peurs aussi. « Ce n'est pas simple pour ces parents isolés de se lancer dans un parcours de littératie », commente la coordinatrice pédagogique. La salle ressemble à une classe, mais les méthodes d'apprentissage diffèrent de l'école. « Nous partons de leurs situations quotidiennes rencontrées dans les relations parent-enfant et parent-école »,

détaille Mahefa. Pour certains parents, s'adresser à la maîtresse de leur enfant représente aussi une difficulté... Pendant les quatre ateliers hebdomadaires d'une durée de trois heures, Mahefa travaille sur les compétences de base, parentales, numériques et sociales... mais aussi l'estime de soi.

La coordinatrice insiste également sur la notion d'échanges comme lors de cet atelier sur les courses. Entre la liste, le budget et la commande sur internet, une question s'est imposée : comment gérer les pleurs des enfants dans le rayon des bonbons ? « Les participantes partagent alors spontanément leurs expériences ou

des idées, témoigne Mahefa. De mon côté, je leur propose des outils pour gérer les émotions de leur enfant sans rien imposer. »

Au fil des semaines, les participantes se sont transformées. « Une solidarité s'est même développée entre elles », ajoute Mahefa. Aujourd'hui, elles s'entraident pour continuer leur parcours vers une insertion professionnelle avec, notamment, « Maman va à l'école ». Ce dispositif a été mis en place par l'Amfar-EPE après le bilan de Famille. Le message a été entendu. Elles ne vont plus rester à la maison.

UNE EXPÉRIMENTATION DE TROIS ANS

Famille est un programme expérimenté sur une durée de trois ans dans les cinq départements et régions d'outre-mer. Orchestré par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), il est porté par une structure sur le terrain et s'adresse aux jeunes parents de 16 à 30 ans en difficulté. Les 540 heures d'activité par session sur environ 45 semaines pendant l'année scolaire s'articulent autour de trois volets : maîtrise des compétences de base (50 %); soutien à la parentalité (35 %); et activités socioculturelles (15 %). « Le programme est évalué dans l'objectif de le rendre plus performant tout au long de son expérimentation pour qu'au terme des trois ans, il soit « essaimable » dans d'autres régions et départements », conclut Ophélie Raveaud, cheffe de projet à l'ANLCI.



Inès, 12 ans
12kg sur le dos

Parents

FCPE,

**le pouvoir
d'agir**

La FCPE, ce sont des parents qui organisent nationalement des pesées des cartables pour la santé des élèves.

**Il y a mille raisons
de nous rejoindre.
Et chacune a
son importance.**



Adhérez !



Nos actions

« Ce que la pauvreté fait à l'école. Ce que l'école fait de la pauvreté ». La FCPE organise son colloque national le 7 décembre à Avignon sur la ségrégation scolaire.



NATIONAL

L'origine sociale et le destin scolaire intimement liés

Texte : ALEXANDRA DEFRESNE

Comment bien apprendre lorsqu'on est mal logé ? Que l'on porte des vêtements mal adaptés à la saison ? Que l'on n'a pas pris de petit-déjeuner ? Que l'on ne peut pas partir avec les copains en voyage scolaire ? Ou que l'on n'a tout simplement pas de quoi acheter les fournitures scolaires ? Un élève sur cinq est issu d'une famille relevant de la grande pauvreté, et c'est le cas d'un élève sur deux en éducation prioritaire. Globalement atone face à cette problématique, le système éducatif continue de malmenager les enfants issus de la grande pauvreté, et ne veut toujours pas mélanger « les torchons et les serviettes ».

Jean-Paul Delahaye¹, enfant de pauvre devenu haut fonctionnaire en 2012, contribuera en tant que "numéro 2" du ministère de l'Éducation nationale, à mettre en œuvre une politique de lutte contre les inégalités. Il poursuit aujourd'hui cet engagement, et sera le 7 décembre 2024 le grand témoin du colloque national de la FCPE, qui se tiendra à Avignon. Auteur du rapport "Grande pauvreté et réussite scolaire, le choix de la

solidarité pour la réussite de tous" en 2015, il détaillera les effets de la pauvreté sur les apprentissages et les parcours scolaires.

« Un rapport de la Cour des comptes de 2018 nous apprend que l'Éducation nationale consacre 32 M€/an à l'aide aux devoirs en éducation prioritaire (pour 1,7 million d'élèves), soit 18 € par élève et par an, nous indiquait Jean-Paul Delahaye en 2021 dans un dossier de la *Revue des parents* consacré à ce thème. En comparaison, nous consacrons 70 M€/an à l'accompagnement éducatif (les heures de travaux encadrés) des 85 000 étudiants de classes préparatoires aux grandes écoles, soit 800 euros par élèves et par an. Autrement dit : 40 fois plus ! Les assistés ne sont pas toujours ceux que l'on croit ».

De nombreux invités, spécialistes du sujet

Alors, comment vaincre les résistances à l'intérieur du système éducatif, comment changer les représentations des enseignants face aux élèves défavorisés, comment déjouer les stratégies de non-

mixité sociale des parents de milieux aisés, quels leviers pédagogiques pourraient être actionnés ? De nombreux invités seront présents et apporteront leur éclairage sur les défis posés par la grande pauvreté à l'école au cours de plusieurs tables rondes : l'ancienne ministre de l'Éducation nationale [Najat Vallaud-Belkacem](#), l'historienne [Laurence De Cock](#), [Marie-Aleth Gard](#), présidente d'ATD Quart Monde, le député [Benjamin Lucas](#)...

De nombreux débats pour bousculer les consciences et en finir avec ce qui semble une fatalité : la France ne peut continuer à être l'un des pays de l'OCDE où l'origine socio-économique conditionne le plus le destin scolaire.

(1) Auteur de *L'école n'est pas faite pour les pauvres, pour une école républicaine et fraternelle* (Ed. du Bord de l'Eau, 2022) ; *Exception consolante, un grain de pauvre dans la machine* (Ed. de la librairie du labyrinthe, 2021).



EN SAVOIR PLUS :

Internet Suivez notre compte **Facebook** pour assister à la retransmission en direct de l'événement.



2 **ARDÈCHE**

Les caisses sont vides et les élèves paient la facture !

“ **J**usqu'où l'État ira-t-il dans la destruction du service public d'éducation ? » Jeudi 19 septembre, l'intersyndicale éducation d'Ardèche, regroupant la FCPE d'Ardèche, la FSU-SNUipp 07, la CGT éducation 07, LDC éducation 07, le FNEC-FP-FO 07, ont dénoncé dans un communiqué les restrictions budgétaires impactant les personnels des réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (Rased) dans leurs déplacements. Alors que ces personnels sont un maillon essentiel de la réussite de toutes et tous, puisqu'ils aident les plus fragiles à avancer grâce à leurs interventions professionnelles, ils ont reçu l'instruction de limiter drastiquement leurs trajets à leur école de rattachement ou leur lieu de résidence personnelle.



« En clair, dès à présent, il leur est demandé de laisser au bord du chemin les élèves en difficulté des écoles, victimes de cette décision par manque de moyens, écrivent les auteurs du communiqué. De même, les familles qui devaient rencontrer les psychologues de l'Éducation nationale sont désormais priées de se déplacer. » Pour les organisations, qui rappelle que le ministère de l'Éducation nationale a restitué 285 millions d'euros sur son budget à Bercy, « il est inacceptable que les élèves les plus fragiles des zones rurales paient encore une fois les inconséquences financières d'un gouvernement au seul service des premiers de cordée. Il ne peut y avoir d'école publique à deux vitesses ! » L'intersyndicale a saisi la rectrice de Grenoble pour exiger les moyens d'assurer la continuité du service public d'éducation.

+ **EN SAVOIR PLUS :**
Internet [Lire le communiqué.](#)

1 **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

Accompagner son ado dans ses relations amicales

Comment accompagner nos enfants à construire leurs relations avec leurs pairs ? Comment valoriser leurs réussites sociales, leur apprendre à résoudre les conflits, leur parler des différences et de la diversité ? Dans le cadre d'un projet de lutte contre le harcèlement, la FCPE des Alpes-de-Haute-Provence, et ses partenaires – le Réseau d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents, la Maison des adolescents et la MAE –, ont proposé aux parents le 24 septembre dernier, de se connecter de chez soi pour suivre une visio-conférence intitulée “Bon copains - mauvais amis : avec les potes comment ça marche ?”. Après une présentation précise des enjeux par Bénédicte Flieller, psychologue clinicienne, les internautes – plus d'une centaine d'inscrits – ont pu poser leurs questions aux experts.



+ **EN SAVOIR PLUS :**
Internet facebook.com/reaap04/

Les familles priées de se déplacer

« En clair, dès à présent, il leur est demandé de laisser au bord du chemin les élèves en difficulté des écoles, victimes de cette décision par manque de moyens, écrivent les auteurs du communiqué. De même, les familles qui devaient rencontrer les psychologues de l'Éducation nationale sont désormais



749 HEURES D'ENSEIGNEMENT perdues depuis la rentrée. C'est le recensement réalisé par les parents de Moselle sur le site [Ouyapacours](#).

3 **MOSELLE**

Pourvoir les postes vacants, et vite !

Cent cinquante-quatre heures perdues à Longeville-lès-Saint-Avold ; 190 heures au collège René Cassin de Guénange, 29 heures à Maizières-lès-Metz ; 216 heures au collège Paul-Langevin de Hagondange... À l'appel de la FCPE de Moselle, des dizaines de parents, ainsi que des enseignants du Snes-FSU, ont **manifesté symboliquement** le 30 septembre à Hagondange pour dénoncer un manque crucial d'enseignants sur le département. Avec à la clé, des conséquences néfastes sur la qualité de l'enseignement, le suivi des élèves et le bon fonctionnement des établissements scolaires. La FCPE attend du rectorat des mesures immédiates pour pourvoir les postes vacants, garantir un encadrement de qualité pour tous les élèves et assurer un environnement éducatif propice à la réussite scolaire.

Portrait



Monique Pinçon-Charlot, 78 ans, est sociologue, et co-autrice avec son mari de nombreuses enquêtes sur la grande bourgeoisie et les classes dominantes.

“Inciter les jeunes à s’émanciper collectivement”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Inégalitaire le système scolaire ? « Non ! Le mot est trop faible, c’est beaucoup plus que cela, dit-elle de sa voix vive et claire.

Un système à plusieurs vitesses qui sépare les classes sociales, un système profondément divisé entre public et privé, avec à l’intérieur-même de ce premier clivage, d’autres fossés béants. Car disons-le : être élève dans le lycée public Pasteur de Neuilly ou dans les quartiers nord de la Seine-Saint-Denis, ça n’a rien à voir. Le premier est privilégié et bénéficie aux plus fortunés quand les deuxièmes sont sous dotés et accueillent les élèves dans des bâtiments délabrés. »

L’origine du problème ? « Un capitalisme qui se radicalise, dit-elle, depuis la financiarisation de tous les secteurs d’activité (dont l’enseignement) amorcé avec le tournant de la rigueur en 1983. » Le constat est sombre. Mais la sociologue, lozérienne d’origine, a l’âme d’une combattante et la passion de comprendre chevillée au corps. « Au départ, je voulais être journaliste, comme

Catherine Langeais et Anne-Marie Peysson que je voyais à la télé en 1963 », dit-elle. Ça sera finalement la sociologie, sans regret : « C’est beaucoup mieux que le journalisme. Car la recherche offre du temps... »

Décrypter la domination

La recherche, qu’elle mène inlassablement, consiste à savoir qui sont les riches et comment ils fonctionnent. « Une envie forte » qui date de sa rencontre avec Michel, son mari. « Lui venait d’un milieu ouvrier très pauvre et moi j’étais une enfant mal construite de la bourgeoisie de province, sans accès à la réflexion. » Ils tombent amoureux et sont « en phase ». « On voulait tous les deux enquêter sur des familles, des individus de chair et de sang, pas seulement des concepts. » Ce travail dense, pointu, a donné lieu à plusieurs ouvrages¹ et fait naître l’envie de s’adresser à la jeunesse. « Quand je me rends dans un lycée défavorisé, je dis aux élèves à quel point la méritocratie est un concept fallacieux et manipulateur. Je leur explique tout le “travail” des dynasties familiales pour transformer l’arbitraire de leurs privilèges (l’héritage des titres de propriété notamment) en œuvre de mérite. Un “travail” qui repose en partie sur les corps : on apprend aux enfants des classes dominantes l’éloquence, l’élégance, tous les gestes et les codes qui célèbrent l’excellence. Avec un but ultime : que le reste de la société se dise : “C’est normal qu’ils deviennent nos patrons, ils ont des qualités que l’on n’a pas, ils ont mérité leur place...” »

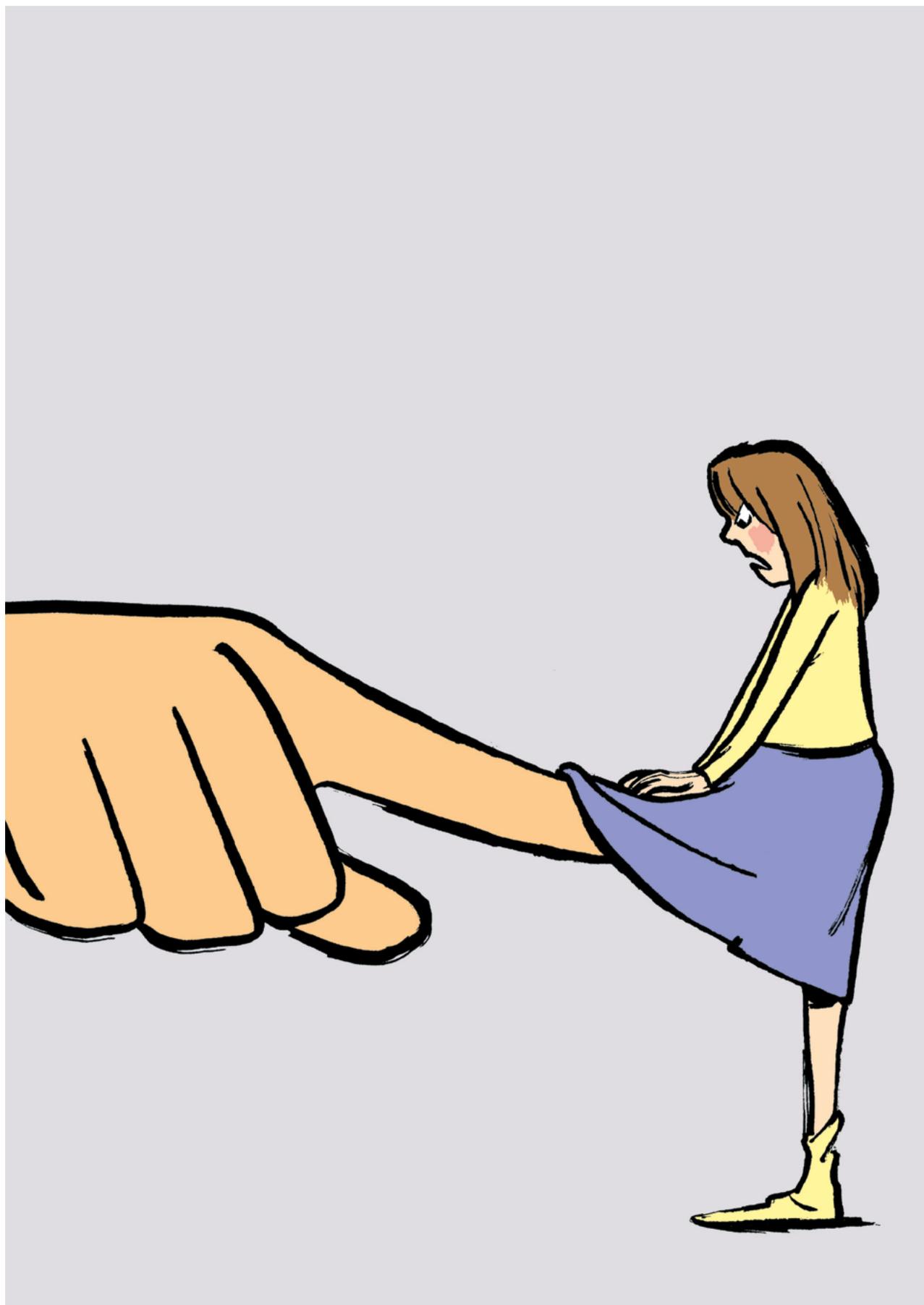
Une énergie positive et joyeuse

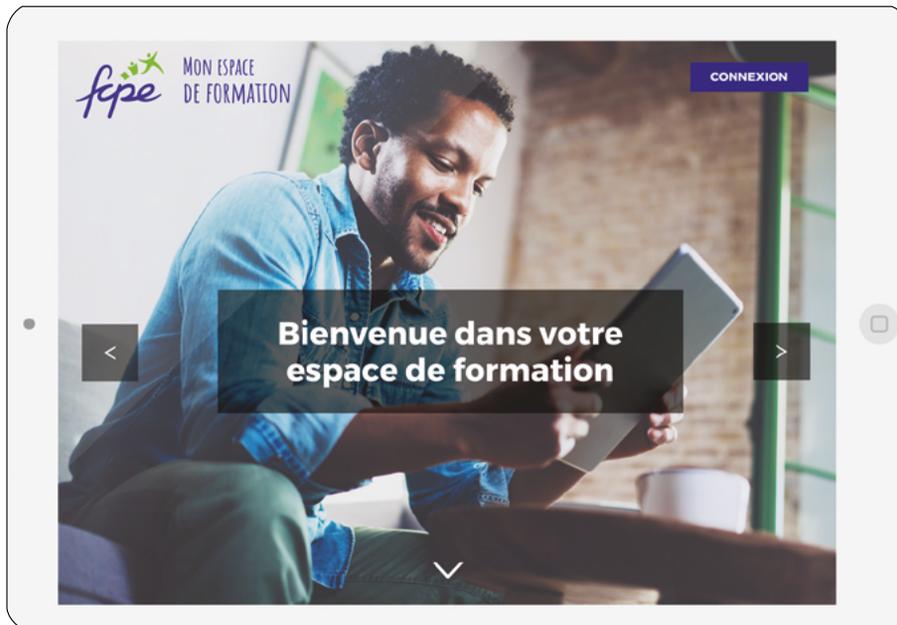
Une fois déjouée cette construction, reste à donner confiance. « Je dis aux jeunes : prenez conscience de votre force ; l’émancipation collectivement partagée. Tout est fait pour nous individualiser, mais il faut refuser cette concurrence entre nous, apprendre à travailler ensemble pour réussir ensemble, argue-t-elle. Les écoles de la bourgeoisie fonctionnent comme ça, en s’organisant, en créant des groupes d’entraide, des instances de coordination : faisons la même chose ! » Monique Pinçon-Charlot voit alors poindre une émotion chez les élèves, car l’espoir d’une émancipation fait naître « une énergie positive et joyeuse ». Espoir fragile néanmoins, car la sociologue l’observe : « À l’heure du dérèglement climatique, du fait d’un système capitaliste basé sur la prédation de toutes les formes du vivant, l’idée que « tout est foutu » n’est jamais loin... Je leur dis alors que l’on a bien réussi à abolir l’esclavage et (en partie) le colonialisme. Alors, si on choisit de travailler ensemble, un autre système peut advenir... »

(1) Entre-soi : le séparatisme des riches, éd. Pyramyd, 2024 ;
Le Méprisant de la République, éd. Textuel, 2023.



#STOPINCESTE





J'AIME MON ÉCOLE PUBLIQUE.FR

*Un espace
de formation
pour les parents d'élèves*